

PREMIER MINISTRE

---



SERVICE DE PRESSE

« Le rôle de l'Etat moderne dans une économie de marché responsable »

Discours du Premier ministre, François Fillon

Séminaire de Iaroslavl – lundi 14 septembre 2009

Mesdames et Messieurs, permettez-moi tout d'abord de remercier le Président Dmitri MEDVEDEV pour son invitation et si vous le voulez bien, en votre nom à tous, de lui souhaiter un bon anniversaire.

Il y a un peu moins d'un an, le Président MEDVEDEV était en France, à Evian, pour traiter avec le Président de la République française d'une question qui exprimait alors parfaitement l'urgence et le désarroi dans lequel se trouvait le monde – c'était, cher Thierry de MONTBRIAL, à votre invitation – la question qui était posée, était : où va le monde ?

En cet automne 2008, nous étions bousculés par les dysfonctionnements profonds qui avaient préparé le terrain de la crise économique et financière. Maintenant, aujourd'hui, demain, nous avons le devoir de bâtir un nouvel ordre mondial qui soit en mesure de nous assurer une plus grande sécurité économique.

Depuis plus d'une année, la France porte l'idée d'une économie de marché responsable, c'est-à-dire d'une économie de marché où l'Etat prend ses responsabilités et où l'Etat demande à tous les acteurs et notamment aux acteurs financiers, de prendre les leurs. Cette idée, le Président SARKOZY et la Chancelière Angela MERKEL l'ont réaffirmée ensemble au mois de juin.

La France l'avait déjà présentée à ses grands partenaires internationaux depuis plusieurs années. Nous plaidions pour la régulation et la transparence des marchés financiers. Mais c'était à l'époque où ces marchés étaient rois et où l'on nous disait qu'il ne fallait pas les effrayer.

Je n'ignore pas, Mesdames et Messieurs, que sur les questions économiques, le discours de la France pouvait parfois apparaître décalé. Alors que la dérégulation était dominante, alors que la plupart des Etats se modernisaient, l'image de mon pays restait parfois dominée par le conservatisme et par le poids de sa puissance publique.

A vrai dire, nous avons nous-mêmes conscience de la pesanteur de nos structures et c'est pour les réformer que le Président SARKOZY a été élu à la présidence de la République en 2007. Et au cœur des réformes que nous avons alors proposées aux Français, il y a la réforme de l'Etat. Nous avons regroupé, modernisé, resserré nos administrations. Nous avons engagé pour la première fois sans doute dans l'histoire de la République française un mouvement de réduction du nombre des emplois publics et nous allons lancer dans quelques semaines une grande réforme de notre organisation du territoire pour réduire le nombre de niveaux de notre administration, simplifier et clarifier notre organisation.

Quand la crise est survenue il y a quelques mois, beaucoup nous ont dit : il faut renoncer aux réformes. Nous nous y sommes refusés parce que nous pensons que non seulement la crise ne rend pas les réformes caduques mais qu'au contraire elle les rend plus nécessaires que jamais. Au fond, la difficulté devant laquelle nous sommes placés, chacun de nous, chacun de nos pays, c'est comment libérer l'économie pour aller chercher la croissance et en même temps moderniser l'Etat pour qu'il assure son rôle de régulateur. Nous avons besoin, en pleine crise, d'un Etat qui soit capable d'investir dans les secteurs stratégiques ; nous avons besoin d'un Etat qui soit capable de protéger les victimes de la crise ; nous avons besoin d'un Etat qui soit capable d'arbitrer les tensions sociales et de faciliter le dialogue. Nous avons besoin d'un Etat qui puisse réguler les forces du marché sans pour autant les étouffer parce que sans les forces du marché, il ne peut pas y avoir de reprise économique.

Au fond, la réforme de l'Etat n'a jamais pour nous voulu dire la fin de l'Etat.

Pour nous, il est absurde de choisir entre l'efficacité économique et la solidarité sociale, de même qu'il est absurde de choisir entre la sphère publique et le marché. Notre souci de conserver un Etat régulateur, un Etat qui arbitre constitue au fond notre permanence historique.

En son temps, le Général De GAULLE a toujours refusé de choisir entre le capitalisme dérégulé et le socialisme dirigiste. Ces deux extrêmes lui apparaissaient comme deux formes d'oubli de la responsabilité. Le socialisme dirigiste, parce que l'initiative privée n'y a pas de place.

Le capitalisme dérégulé, parce qu'il tend à concentrer les moyens au sein d'une minorité qui est beaucoup plus préoccupée par ses intérêts immédiats que par l'avenir de tous. Au fond, le gaullisme portait l'espoir d'une économie où chacun ait la dignité de se sentir comptable d'un destin qui nous est commun. Et de fait, les circonstances actuelles légitiment cette ambition.

La crise a été une crise de la responsabilité.

Cette crise a révélé l'aveuglement qui régnait dans un univers financier où l'absence de règles était devenue la seule règle. Lorsque plus personne n'est capable de déchiffrer ou d'expliquer les montages financiers, comme cela s'est produit avec les excès de la titrisation, alors oui nous sommes en pleine irresponsabilité. Lorsque des paradis fiscaux accueillent, au mépris de toute morale, des fonds qui pourraient, qui devraient être investis ailleurs dans l'intérêt de tous, alors oui nous sommes en pleine irresponsabilité. Lorsque la finance se replie sur elle-même, lorsqu'elle glorifie la spéculation, lorsqu'elle glorifie la rente, et qu'elle oublie la véritable fonction qui est la sienne, c'est-à-dire de soutenir l'économie réelle, alors oui nous sommes en pleine irresponsabilité.

Et lorsque des opérateurs de marché reçoivent des rémunérations extravagantes, alors même qu'ils ont conduit leurs établissements financiers au bord du gouffre, alors oui nous sommes en pleine irresponsabilité.

Une économie de marché responsable ce n'est pas une économie où l'Etat se mêle de tout, comme dans les anciens systèmes dirigistes, c'est une économie où l'Etat conserve sa capacité d'arbitrer, sa capacité de réguler et sa capacité d'impulser des politiques nouvelles.

Nous avons en France, à l'automne dernier, renforcé les fonds propres de nos banques, sans pour autant les nationaliser. Nous avons garanti les prêts interbancaires pour éviter que la crise du crédit n'asphyxie les entreprises et les particuliers. Nous avons créé un fonds stratégique d'investissements pour que nos entreprises ne soient pas totalement dépendantes d'une logique financière de court terme mais qu'elles puissent bénéficier d'investissements stables et cohérents. Nous avons en décembre mis en place un plan de relance, qui a permis d'ailleurs à notre pays de retrouver une légère croissance positive au deuxième trimestre 2009, après un an de récession. Enfin nous avons cet été, annoncé un grand emprunt national destiné à financer nos dépenses d'avenir.

Ce qui guide notre action, c'est la nécessité de créer du nouveau Produit Intérieur Brut. Un nouveau Produit Intérieur Brut, fondé sur l'éducation, fondé sur la recherche, fondé sur le développement durable. C'est la nécessité de renforcer la compétitivité de nos outils de production. C'est la nécessité de concentrer les dépenses publiques dans les domaines et seulement dans les domaines où leur rendement économique et social est le plus porteur.

Je pense Mesdames et Messieurs, sur bien de ces points nous avons la Russie, la France, l'Espagne qui vient de s'exprimer avec Jose Luis ZAPATERO, des analyses très convergentes. Nous sommes en effet très attentifs Monsieur le Président MEDVEDEV, aux

quatre thèmes que vous avez mis en avant dans votre discours d'investiture : les institutions, les infrastructures, les investissements, l'innovation. Et je veux saluer la manière dont vous avez ces derniers jours réaffirmé la nécessité de mener à bien votre grand programme de réforme de la Russie.

Je pense que la crise a marqué le retour de l'Etat. Mais il ne peut pas s'agir d'un retour en arrière, d'un retour à ce qu'était les Etats autrefois. L'Etat moderne ça n'est pas un Etat qui se retranche derrière ses frontières et qui développe des tactiques de compétition agressives.

Une économie de marché responsable c'est une économie où il ne doit pas y avoir de place pour la concurrence déloyale. C'est une économie qui ne doit pas compromettre l'avenir de la planète par son égoïsme. C'est une économie qui ne doit pas tourner au fond, le dos à la morale.

Nous proposerons ensemble à Pittsburgh, au G20, à la fin du mois, une régulation des rémunérations sur le modèle de celle que nous avons exigée il y a quelques jours, dans notre pays.

Dans la redéfinition du nouvel ordre économique global, je veux dire à mon tour après Jose Luis ZAPATERO, et en plein accord avec ce qu'il a dit, que nous avons besoin d'une Russie forte. Nous avons besoin d'une Russie stable, nous avons besoin d'une Russie qui soit fière de son destin. Nous avons besoin de renforcer notre coopération multilatérale. Nous avons besoin d'amplifier notre coopération européenne.

L'Union européenne est le premier client, et le premier investisseur de la Russie.

L'Europe est la partie du monde et comme on le constate ici, en visitant cette ville millénaire, qui par l'Histoire et par la Culture, est la plus proche de la Russie.

Comme l'a récemment indiqué le Président de la République française, nous voulons bâtir entre l'Europe et la Russie, un espace commun économique et humain. A terme, cela signifie entre l'Union européenne et la Russie, la liberté complète de circulation des hommes, des biens et des services.

Alors évidemment, pour y parvenir, il nous faudra des règles communes et des règles communes respectées par tous. L'adhésion future de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce et la conclusion avec l'Union européenne d'un accord renforcé, seront évidemment des étapes nécessaires à cette entreprise historique.

Je veux, Monsieur le Président, vous dire que la France est à vos côtés, elle est à vos côtés pour vous apporter tout son soutien, notamment s'agissant du franchissement de ces étapes.

Dans ce contexte – et nous en avons discuté tout à l'heure – nous avons fait avancer des projets phares de notre coopération bilatérale, à la veille de l'année croisée France / Russie, qui multipliera nos échanges culturels et qui vous verra visiter notre pays. Notre prochain séminaire gouvernemental en novembre devrait le confirmer, nous sommes en train de nouer des partenariats de grande ampleur dans l'énergie, dans la construction aéronautique, les transports, les technologies de l'information, l'espace ; des grandes entreprises françaises comme ALSTOM, TOTAL ou VINCI participent à d'immenses chantiers en Russie ; un SOYOUZ sera bientôt lancé de la Guyane française. C'est un projet qui me tient d'autant plus à cœur qu'en 1994, alors ministre chargé de l'Espace, j'avais été à l'origine de la première coopération franco-russe dans le domaine spatial.

Il y a des projets franco-russes d'envergure, mais je pense que nous ne pouvons pas nous en satisfaire ; il faut que nous allions beaucoup plus loin et beaucoup plus fort dans notre coopération. Il faut diversifier nos projets, il faut les élargir aux technologies d'avenir et en

particulier, la France et la Russie, l'Europe et la Russie doivent être aux avant-postes de l'efficacité énergétique. Les défis de la crise économique, mais aussi les défis des changements climatiques, de la prolifération nucléaire, pour tout dire les défis de la mondialisation, les défis du monde global sur lesquels vous vous interrogez, ces défis-là nous imposent d'agir ensemble.

La France et l'Europe ont besoin d'une Russie rayonnante, d'une Russie moderne, d'une Russie démocratique telle que vous la dessinez en ce moment même, Monsieur le Président. Je veux vous dire que l'avenir du continent européen est notre destin ; c'est le message, cher Dmitri MEDVEDEV, de confiance et d'amitié que je voulais vous apporter au nom de la France.